

**CONSEIL D'ETAT**

**Section du contentieux**

**POURVOI SOMMAIRE**

**POUR :**

**Madame Françoise Nicolas**  
Demeurant 91, quai de la Fosse à Nantes (44000)

**CONTRE :**

Un arrêt du 16 mars 2021 par lequel la cour administrative d'appel de Nantes a rejeté sa requête tendant, **d'une part**, à l'annulation du jugement du 9 juillet 2019 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 25 juillet 2018 par lequel le ministre de l'Europe et des affaires étrangères l'a radiée des cadres et l'a admise à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juin 2018 ; **d'autre part**, à ce que soit ordonnée avant dire droit une expertise aux fins de déterminer si elle est affectée d'une invalidité rendant impossible son reclassement sur tout poste ; **de troisième part**, à l'annulation de l'arrêté du 25 juillet 2018 ; et, **enfin**, à ce qu'il soit enjoint au ministre de l'Europe et des affaires étrangères de procéder à sa réintégration à compter du 1er juin 2018, de la placer dans une position régulière et de reconstituer sa carrière dans un délai d'un mois.

---

**Les faits et moyens suivants seront développés dans un mémoire complémentaire.**

**I –** Mme Nicolas, secrétaire de chancellerie, a été affectée en juillet 2008 à l’ambassade de France à Cotonou au Bénin.

Le 14 janvier 2010, une violente altercation a eu lieu entre l’intéressée et un autre agent de droit local de l’ambassade, à l’issue de laquelle Mme Nicolas a été placée en arrêt de travail jusqu’au 7 mars 2010.

L’agent béninois ayant porté plainte devant la justice locale contre Mme Nicolas, l’ambassadeur de France a ordonné son retour en France.

A compter du 22 janvier 2010, elle a été affectée sur des postes en administration centrale à Nantes.

Par une décision du 19 avril 2011, le ministre chargé des affaires étrangères a reconnu l’imputabilité au service des arrêts de travail de Mme Nicolas.

Sa demande de protection fonctionnelle a en revanche été rejetée à deux reprises.

Le 9 décembre 2015, Mme Nicolas a de nouveau été placée en arrêt de maladie en raison des mêmes faits.

Le 30 janvier 2018, la commission de réforme a estimé que l’état de santé de l’intéressée était consolidé au 4 octobre 2017, a fixé son taux d’incapacité partielle permanente (IPP) à 20 %, l’a déclarée définitivement inapte à toutes fonctions et a émis un avis favorable à son placement à la retraite pour invalidité.

Par un arrêté du 25 juillet 2018, le ministre de l’Europe et des affaires étrangères l’a placée en retraite pour invalidité.

Mme Nicolas a demandé au tribunal administratif de Nantes d’annuler cet arrêté.

Par un jugement du 9 juillet 2019, le tribunal a rejeté sa demande.

Mme Nicolas a fait appel.

Par un arrêt du 16 mars 2021, la cour administrative d'appel de Nantes a rejeté sa requête.

C'est l'arrêt attaqué.

---

**II –** En la forme, il sera démontré que l'arrêt a été rendu au terme d'une procédure irrégulière, l'audience n'ayant pas été publique.

**III –** Au fond, il sera démontré que la cour a dénaturé les faits en considérant qu'il ressortait des pièces du dossier que Mme Nicolas était inapte à tout poste alors même que plusieurs rapports médicaux, établis notamment en 2018 et 2021, ont conclu à son aptitude à prendre son poste.

**PAR CES MOTIFS**, l'exposante conclut qu'il plaise au Conseil d'Etat :

- ANNULER l'arrêt attaqué ;
- METTRE A LA CHARGE de l'Etat la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

**Production :**

- 1- Arrêt attaqué

SCP Jérôme ROUSSEAU & Guillaume TAPIE  
Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation